



"Mais où est donc passé le sixième rapport du Giec ?"
Réponse d'Ecolo - 20221103

1) Avez-vous lu le résumé du 3^e volet du 6^e rapport du GIEC, destiné aux décideurs ? Parution le 04 avril 2022, <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/> --> <https://plateforme-wallonne-giec.be/re6>

Un groupe de travail approfondit-il ce sujet dans votre parti/cabinet avec l'objectif d'obtenir des résultats significatifs à un horizon de moins de 2 ans ?

Oui, le rapport (le résumé ainsi qu'une grande partie du rapport complet) a été lu avec attention par les collaborateurs en charge du dossier. Une note récapitulative mettant en avant les éléments clefs a été rédigée et partagée à l'interne du parti. L'urgence d'agir a, une fois encore, été mise en avant ainsi que les politiques à mettre en place pour atténuer le changement climatique. Il ne s'agit plus 'simplement' de prendre des engagements, mais bien d'opérationnaliser les engagements pris et plus encore. La note met notamment en avant la réduction nécessaire de gaz à effet de serre émis si l'on veut atteindre un objectif de limitation du changement climatique à 1,5°, voire 2°. Le troisième volet du 6^e rapport du GIEC développe de manière précise les mesures à adopter pour décarboner la société et rendre réelle la transition énergétique, mais également la décarbonation des villes, des bâtiments, des transports et l'utilisation des sols. Il approfondit également la question des changements de comportement et les besoins d'investissement nécessaires. De manière plus transversale, les questions de justice climatique, de gouvernance, les questions de sobriété (sufficiency) ou encore l'adaptation climatique sont autant de sujets qui ont été développés dans le rapport et que nous intégrons dans les politiques que nous défendons et adoptons.

Il n'existe pas seulement un groupe de travail, l'entière du parti et de sa constellation (les élu.e.s, les cabinets des ministres et les employé.e.s) travaille à la mise en place des mesures qui nous permettent de concrétiser la décarbonation de la Belgique, qui s'inscrit plus largement dans la décarbonation de l'Europe et du Monde. Nos ministres de l'énergie, de la mobilité, échevin.ne.s de la transition énergétique, nos parlementaires, ... sont autant de personnes qui mettent en œuvre les mesures de décarbonation.

Au sein du parti, le centre d'études Jacky Morael (CJM) composé d'une dizaine de chercheur.euse.s, travaille à la coordination et à la traduction de ces objectifs en propositions politiques concrètes et s'assure de leur suivi. Nous disposons de conseiller.e.s actifs sur les matières énergétiques, mais également d'agriculture, de mobilité, d'aménagement du territoire, de démocratie, d'environnement, d'égalité des chances... qui travaillent ensemble à la bonne compréhension et application des recommandations scientifiques. Des sous-groupes de travail existent, et certains incluent notamment les membres Ecolo qui disposent également d'énormément de compétences et connaissances.

Nous nous fixons des objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre à très court terme (notamment endéans les deux ans), nous suivons de près les inventaires de gaz à effet de serre et identifions les secteurs dont les émissions continuent d'augmenter (par exemple le transport) et celles où on observe une diminution. Ceci étant dit, nous travaillons également à la mise en place de changements structurels qui sont essentiels à la décarbonation du pays à l'horizon 2050.

2) Quelle est la place des rapports du GIEC dans vos décisions politiques ?

Les recommandations du GIEC sont prises en compte lors de l'élaboration de notre programme et nos analyses politiques. Les constats dressés par les rapports du GIEC, mais également les autres rapports faisant état des conséquences du réchauffement climatique, ou encore la perte de biodiversité, la destruction de l'environnement et l'augmentation des inégalités guident notre travail au quotidien. Il s'agit des balises de notre travail politique.

3) Est-ce que vous reconnaissez/acceptez que l'objectif prioritaire est que le pic des émissions de gaz à effet de serre doit être atteint dans les 2 prochaines années au plus tard ?

Oui, il n'y a plus de temps à perdre. Chaque année compte comme chaque dixième de degré économisé. Et il est essentiel de mettre en place les politiques qui permettent d'atteindre la neutralité climatique en Belgique et en Europe au plus tard en 2050 et ce de manière juste et démocratique. Par ailleurs, nous mettons en place des instances démocratiques qui s'approprient les questions climatiques, au travers de panels citoyens qui contribuent au plan Air-Energie-Climat des Régions ou encore de certaines villes où nous sommes en majorité.

Afin de pousser les Gouvernements dont nous faisons partie à adopter les mesures nécessaires, nous avons inscrit dans chacun des accords de gouvernement, l'objectif de -55 % de gaz à effet de serre à l'horizon 2030. Les Régions se dotent de plans air, énergie et climat qui comprennent les mesures qui nous permettront d'atteindre cet objectif de 55 %. Toutes les petites mesures permettant de rapidement décroître nos émissions de gaz à effet de serre ont d'ores et déjà implémentées, il reste aujourd'hui à adopter des mesures basculantes, qui touchent tant aux questions d'énergie, que de chauffage, de transport, d'industries ou encore d'agriculture.

4) Considérez-vous que les actions entreprises pour atténuer le dérèglement climatique soient suffisantes et suffisamment rapides ?

Non. Les émissions de gaz à effet de serre mondiales sont aujourd'hui plus élevées que lorsque l'Accord de Paris a été signé. En Belgique, les émissions belges ont diminué mais principalement suite à des délocalisations industrielles. Notre empreinte carbone calculée sur base de la consommation (et non sur une base territoriale) n'a pas diminué depuis 1990.

Au niveau mondial, on observe certaines améliorations (déploiement renouvelable, efficacité industrielle,...), mais aucune n'est suffisamment rapide.

5) Quels sont les freins à la mise en œuvre d'actions pour réduire drastiquement notre utilisation des ressources fossiles afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre ?

Afin d'atteindre nos objectifs de décarbonation, nous devons profondément modifier la manière dont nous faisons société. La manière dont nous habitons, nous déplaçons, mangeons, consommons, ... doit être modifiée. Cela implique l'adoption de mesures politiques qui apportent des alternatives structurelles avec des besoins d'investissements massifs et qui modifient le quotidien des citoyens sans pour autant réduire leur qualité de vie de manière générale. Pour être pérennes, ces mesures nécessitent une acceptation sociale forte qui implique de mettre en place des outils démocratiques et d'avancer vers davantage de justice sociale. Tout ça entre en confrontation avec des intérêts d'acteurs historiques qui se retrouvent également au pouvoir ou proche de celui-ci.

Au vu de la profondeur des changements nécessaires, la transition prend – trop – de temps.

Nous restons convaincu.e.s qu'en avançant sur des mesures socialement justes et démocratiquement choisies, nous arriverons à modifier structurellement nos sociétés vers une Belgique plus solidaire, plus saine, avec davantage de qualité de vie tout en réduisant notre impact environnemental et climatique.

Nous avançons dans cette direction au travers de toutes les mesures que nous défendons et adoptons aux différents niveaux auxquels nous participons.